

31 juillet 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande,
Président de la République, sur la politique
du gouvernement en faveur de l'emploi
notamment dans les quartiers populaires, à
Clichy-sous-Bois le 31 juillet 2013.

QUESTION : « C'est une étape essentielle pour les habitants de Clichy-sous-Bois que l'arrivée d'une agence Pôle Emploi. Cela va leur changer la vie, cela paraît évident. Ces habitants en Seine-Saint-Denis ont massivement voté pour vous lors de l'élection présidentielle. Ils ont beaucoup d'attente, notamment en termes d'emploi. Est-ce qu'après l'arrivée de ce Pôle Emploi, il y a aussi des emplois qui vont arriver ? ».

LE PRESIDENT : « Je viens de signer un emploi franc qui en annonce d'autres. Il y a les emplois d'avenir que nous mettons en place et qui sont dirigés en priorité vers les quartiers populaires, notamment ici pour cette ville. Et il y a l'installation d'entreprises. Si nous mettons un Pôle Emploi, ici, à Clichy-sous-Bois, ce n'est pas simplement pour accueillir des demandeurs d'emploi. C'est pour permettre à des entreprises elles-mêmes d'en faire la démonstration de venir aussi s'installer parce qu'elles trouveront une main-d'œuvre qualifiée, formée et qui sera accompagnée pour leur permettre d'avoir satisfaction par rapport au niveau d'exigence que ces entreprises ont.

Enfin, il y a une politique de transports parce que si une ville comme Clichy y ajoute Montfermeil sont des territoires fermés, enclavés, comment allons-nous convaincre des entreprises de venir s'y investir. Déjà le tramway en 2017, ce sera une première étape puis ensuite, dans le cadre du Grand Paris, le métro. Nous avons besoin aussi de donner à ces villes la faculté de pouvoir être reliées à d'autres et notamment à la Capitale ou à Roissy, parce que les zones de création d'emploi sont aussi à l'extérieur.

Je reviens aux emplois francs. C'est justement de permettre à des entreprises, qui ne sont pas sur le bassin d'emploi de Clichy-Montfermeil, de recruter des jeunes qui viennent de ces quartiers, qui ont moins de 30 ans, en contrats à durée indéterminée et avec une aide de l'Etat qui ira jusqu'à 5 000 sur deux ans. C'est de dire, il y a non seulement un signe qui est envoyé, c'est qu'habiter dans un quartier comme celui-là, Clichy, ce n'est pas un handicap mais une chance pour trouver un emploi. Et cette chance est méritée.

Quand je regarde aussi ce que l'on fait sur la création d'emploi, sur la création d'activité, sur la création d'entreprise, on s'aperçoit qu'il y a plus de vitalité dans ces quartiers que dans beaucoup d'autres ».

QUESTION : « Monsieur le président, c'était important d'être ici dix jours après les incidents de Trappes ? ».

LE PRESIDENT : « Non, je viens sans qu'il y ait de relation à faire par rapport à des incidents qui peuvent se faire ou se produire dans d'autres villes. Si je viens ici à Clichy, c'est parce que c'est un exemple, ce qui est possible sur un territoire comme celui-là qui était, il y a quelques années, le lieu où avaient été déclenchées, hélas, des émeutes urbaines. Et aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il y a non seulement Pôle Emploi, des créations d'activité, un collège qui va être créé, un tramway qui va arriver, des immeubles qui sont rénovés. Voilà ce que nous sommes capables de faire à Clichy et ce que l'on doit être capables de faire partout en France. C'est un signe d'espoir, un signe d'engagement que je voulais marquer par ma présence ici aujourd'hui ».

QUESTION : « Dans ce contexte de crise, est-ce que 5 000 peuvent permettre de créer un emploi ? ».

LE PRESIDENT : « 5 000 sur deux ans, c'est un moyen de ne pas payer de cotisations sociales. D'avoir donc directement un salarié sans qu'il coûte trop à l'entreprise. C'est un bon signal. Surtout que cela s'ajoute à d'autres politiques que nous avons mises en place, notamment le crédit compétitivité emploi. Il ne faut jamais penser que ces dispositifs sont des dispositifs d'aubaine. On craint toujours que l'entreprise vienne chercher simplement une prime. Là, elles ne vont pas chercher une prime, elles vont chercher un jeune du quartier populaire ».